



Manifestations du 18 octobre : nous sommes tous concernés

Le 18 octobre...

Aujourd'hui jeudi 18 octobre, les syndicats de la SNCF, EDF, GDF, la RATP, ainsi que la plupart des syndicats de la fonction publique et de l'enseignement appellent à une journée de grève.

A l'origine de cette journée, il s'agit de protester contre la remise en cause des régimes spéciaux de retraite, comme à la SNCF ou à EDF, où la durée légale de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein est toujours de 37,5 ans. 37,5 ans, c'était la durée de cotisation pour tout le monde, avant que Balladur en 1993 ne la fasse passer progressivement à 40 ans pour le privé et que Fillon en fasse de même en 2003 pour le public. Aujourd'hui le gouvernement veut donc aligner sur 40 ans les derniers régimes ayant encore comme référence 37,5 ans.

...nous concerne tous !

La raison invoquée est le déficit de ces régimes. Mais celui d'EDF/GDF est bénéficiaire (la cotisation de l'employeur y est nettement plus élevée que dans le privé) et celui de la SNCF le serait si l'entreprise n'avait supprimé autant d'emplois ces dernières années. Il y a d'ailleurs 100 000 retraités cheminots de moins qu'en 1970 et, toujours en raison de la baisse du nombre de retraités, le régime devrait redevenir bénéficiaire d'ici 10 ans.

La vraie raison, c'est que le gouvernement veut tous nous passer à 41 puis 42 ans de durée légale de cotisation au printemps prochain. Or, pour pouvoir le faire, Sarkozy le confirme lui-même, il leur faut d'abord supprimer les derniers régimes dont la référence reste 37,5 ans.

Leur véritable objectif....

Mais pourquoi ce qui était possible il y a 15, 20 ou 30 ans, c'est-à-dire payer des pensions calculées sur les dix meilleures années avec un taux plein à partir de 37,5 années de cotisation, ne serait plus possible aujourd'hui ? La société se serait-elle appauvrie ?

Au contraire, il y a aujourd'hui plus de richesse produite. Par exemple, la productivité du travail a été multipliée par un facteur 2 à 3 en 20 ans. C'est-à-dire qu'un salarié produit aujourd'hui deux à trois fois plus de richesses qu'il y a 20 ans. La société étant globalement plus riche, on pourrait donc largement maintenir le niveau des pensions, même pour un plus grand nombre de retraités.

Pourtant, depuis des années, toutes les mesures du gouvernement sont marquées du sceau de la pénurie. Et cela dans tous les domaines. Nous serions trop nombreux pour profiter de la même retraite qu'avant, trop nombreux aussi pour bénéficier tous de soins au même niveau qu'avant. Et les mêmes, qui nous parlent des « privilèges » des cheminots, nous rebattent les oreilles avec le trou « abyssal » de la sécu. Or ce trou représente 2,5 % du budget de la sécu. Le budget de la sécu, qui finance entre autre l'infrastructure de santé (ce n'est pas le budget de l'état qui paie la construction des hôpitaux !), n'est financé que par les salaires. Donc une augmentation générale des salaires de 2,5% suffirait à faire disparaître le trou de la sécu... Est-ce la mer à boire que d'augmenter les salaires de 2,5% ? A l'inverse, bloquer les salaires, c'est mécaniquement creuser le trou de la sécu.

...baisser les salaires !

Car là est bien le problème. Retraite ou santé, ce sont les salaires et les salaires seuls qui financent. Or, depuis des années, la part des salaires dans la richesse nationale diminue au détriment des revenus du capital. C'est-à-dire que d'une part les salaires augmentent peu et d'autre part les licenciements sont nombreux.

Le problème n'est donc pas l'augmentation des dépenses, mais la baisse des recettes. Et toutes les mesures d'économie, de déremboursement de médicaments, ou de baisse de pension via l'allongement des durées de cotisation, ne servent pas à rétablir l'équilibre mais à préparer une nouvelle baisse de la part des salaires. C'est un cercle sans fin. Ainsi dans quelques années, on pourra nous parler de 43, 44 voire 45 ans de durée de cotisation !

Il faut réagir !

A moins que nous mettions un coup d'arrêt à cette dégradation continue. Mais cela il faudra le faire tous ensemble, public et privé, en surmontant les corporatismes et les divisions qui nous affaiblissent.

Aujourd'hui 18 octobre, une première occasion nous est donnée de nous retrouver ensemble, et d'envoyer un avertissement au gouvernement, pour lui dire que nous n'accepterons pas de voir nos conditions d'existence se précariser indéfiniment.

A Rennes, Manifestation à 11h30, Place de la Gare.

Deux départs de Thomson, rendez-vous à l'entrée Belle Fontaine :

- 11h00 (en débrayant jusqu'à 11h45) pour être au rendez-vous de 11h30,
- 11h45 (sur la pause de midi) pour rejoindre le cortège.